



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 06/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CR DISTRIBUTION

R71 chemin Bord Eau
33270 Bouliac

Références : UD33-CRA-26-193
Code AIOT : 0005200603

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement CR DISTRIBUTION implanté 71, route du Bord de l'Eau 33270 Bouliac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CR DISTRIBUTION
- 71, route du Bord de l'Eau 33270 Bouliac

- Code AIOT : 0005200603
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société CR DISTRIBUTION exploite à BOULIAC un entrepôt de négoce de produits pour l'agriculture et les espaces verts et, plus particulièrement, de produits phytosanitaires.

L'entrepôt se présente sous la forme de trois cellules et d'un quai de préparation et d'expédition de 170 m² :

- une cellule principale de 2 461 m² (hall 3) destinée au stockage des produits « non-dangereux »
- deux cellules de 613 m² (hall 1) et de 430 m² (hall 2) permettant le stockage des produits phytosanitaires solides et liquides

Ces installations ont fait l'objet d'un arrêté d'autorisation le 28 février 1991. Depuis, les modifications de la nomenclature ont fait passer le site au régime « SEVESO seuil bas » pour ses activités de stockages de produits très toxiques et toxiques.

Par courrier en date du 19 janvier 2017, l'exploitant a demandé le classement ICPE "établissement soumis à déclaration" au titre des rubriques 1510 et 4510 + 4511 de la nomenclature des installations classées. Un dossier acte daté du 27 janvier 2017 établit le nouveau classement du site :

- déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 1510 ;
- déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 4510 ;
- et non classé au titre de la rubrique 4511.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative (pour les sites à déclaration)	Code de l'environnement du 26/02/2026, article R 512-55	Demande d'action corrective	3 mois
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Registre entrée/sortie	Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 3.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 2.10	Sans objet
5	Produits incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant, étant un ancien site SEVESO, est dimensionné pour accueillir une quantité supérieure de produits dangereux. Une vigilance reste à porter sur les quantités de produits stockés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative (pour les sites à déclaration)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/02/2026, article R 512-55
Thème(s) : Situation administrative, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9. Toutefois, les installations classées figurant à cette annexe ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : <u>Documents consultés :</u>

Rapport de contrôle, rubrique 1510, en date du 25/09/2025

Rapport de contrôle, rubrique 4510, en date du 25/09/2025

Le site CR-distribution est soumis à déclaration avec contrôle périodique pour les rubriques 4510 et 1510 de la nomenclature des installations classées. Les rapports font apparaître des non-conformités non-majeures.

Sur la thématique matières dangereuses, pour le contrôle périodique de la rubrique 1510, le site est conforme à l'article 8 de l'AMPG du 11/04/2017.

Pour la rubrique 4510, les non-conformités constatées, lors du contrôle périodique, sont les suivantes :

- article 3.5 : Le plan général des stockages date de 2008 et n'est pas à jour
- article 4.2 : Absence de 100 L de sable
- article 4.3 : Absence d'un plan indiquant les différents zones de danger
- article 4.3 : En l'absence de plan des zones de dangers, impossibilité de statuer sur la signalisation des risques conformément au plan
- article 4.7 : Absence des consignes de sécurité suivantes : Procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations et mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des matières dangereuses.
- article 4.8 : Absence des consignes d'exploitation suivantes : modes opératoires, fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions, instructions de maintenance et de nettoyage.

L'inspection des installations classées a constaté la présence de sable dans le hall de stockage. Concernant l'établissement des plans et des différents consignes, l'exploitant possède un POI mis à jour en 2015. Une partie des documents existent mais nécessitent une mise à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède à la levée des non-conformités relevées dans les rapports des contrôles périodiques pour les rubriques 1510 et 4510.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,

Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS

Prescription contrôlée :

Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.

Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de

leur travail.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a édité deux FDS sur demande de l'inspection des installations classées de deux produits classés H400, H410 et H411 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - OBAKIM 2G - PASSAT Plus <p>L'exploitant est abonné à la plateforme QuickFDS pour obtenir les FDS.</p> <p>Par sondage, un opérateur a été interrogé par l'inspection des installations classées sur sa connaissance des FDS. Ce dernier ne savait pas ce qu'était une fiche FDS et la manière de l'obtenir. L'exploitant déclare qu'une formation a été donnée à tous les opérateurs mais que l'information sur l'existence des FDS et leur mode d'accès est à rappeler plus régulièrement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à une information généralisée à l'ensemble de ses travailleurs sur l'existence des FDS, leur contenu et le mode d'accès.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a procédé au contrôle de l'application des éléments figurant dans chacune des FDS de produits cités au point de contrôle n°2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • OBAKIM 2G, la FDS fait figurer : <ul style="list-style-type: none"> ◦ <i>Rubrique 5.1 : Moyens d'extinction appropriés : eau pulvérisée. Poudre sèche. mousse. Dioxyde de carbone</i> ◦ <i>Rubrique 6.3 : Procédés de nettoyage : absorber le liquide répandu dans un matériau absorbant</i> ◦ <i>Rubrique 7.2 : Conditions de stockage : stocker dans un endroit bien ventilé. Tenir au frais.</i> • Passat Plus, la FDS fait figurer :

- *Rubrique 5.1 : Moyens d'extinction recommandés : eau pulvérisée, poudre d'extinction, mousse, dioxyde de carbone*
- *Rubrique 6.3 : Pour les petites quantités : ramasser avec un produit absorbant les liquides (par ex. sable, sciure, liant universel, Kieselghr). Pour de grandes quantités : Endiguer. Pomper le produit. Le produit récupéré doit être éliminé conformément à la réglementation en vigueur. Collecter séparément dans des emballages adaptés étiquetés et qu'il est possible de fermer. Nettoyer à fond les objets et le sol souillés avec de l'eau et un détergent en observant les réglementations en vigueur.*
- *Rubrique 7.2 : Séparer des denrées alimentaires, y compris celles pour animaux. Autres données sur les conditions de stockage : conserver à l'écart de la chaleur. Protéger de l'action directe des rayons du soleil.*

L'inspection des installations classées constate :

- la présence de 6 extincteurs et d'un RIA dans les halls de stockage ;
- la présence de sable ;
- les halls de conditionnement sont couverts et ventilés par une ventilation naturelle. Les produits sont ainsi conservés à l'écart de la chaleur et des rayons du soleil ;
- le bâtiment est sur rétention (cf point de contrôle n°4).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 2.10

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Cuvettes de rétention

Prescriptions spécifiques aux liquides toxiques

Pour tout stockage constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres.

Tout stockage comprenant des substances ou préparations de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, doit être associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les récipients fixes sont munis de jauge de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en condition normale.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Objet du contrôle :

- présence du volume requis de rétention pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;

- présence du volume requis de rétention pour les stockages comprenant des substances ou préparations de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présence des jauges de niveau sur les récipients fixes ;
- présence de limiteurs de remplissage (contrôle visuel ou documentaire) pour les stockages enterrés (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présence de fosses maçonnées ou assimilées (contrôle visuel ou documentaire) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- le dispositif d'obturation de la capacité de rétention est maintenu fermé en condition normale (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

Constats :

Les deux halls de stockage (d'une superficie de 1043 m²) des produits classés 4510 et 4511 sont sur rétention d'un volume de 1 251 m³. Cette rétention communique, via une pompe de relevage, avec un bassin de confinement déportée de 1100 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Produits incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – 8

Thème(s) : Risques accidentels, Incompatibilité

Prescription contrôlée :

Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

Constats :

Par sondage, l'inspection des installations classées n'a pas constaté d'incompatibilité de produits. Les deux substances pour lesquelles les FDS ont été éditées ne présentent pas d'incompatibilité entre elles.

L'exploitant déclare que la vérification de la compatibilité des produits est faite par le directeur

avant toute entrée de substance sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registre entrée/sortie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

Registre entrée/sortie

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Objet du contrôle :

- présentation du registre tenu à jour.

Constats :

L'exploitant a fourni l'état des stocks, édité chaque semaine. Pour chaque produit, le tableau fait apparaître le nom commercial la rubrique ICPE associée, le code ONU, le conditionnement et la quantité.

Le jour de l'inspection, l'état des stocks indiquait : 79 tonnes de substances classées en 4510 et 22 tonnes classées en 4511.

Par courrier en date du 19 janvier 2017, l'exploitant a transmis une nouvelle déclaration, actée par courrier en date du 27 janvier 2017 sur laquelle figure le tableau de classement suivant :

- 4510 : quantité maximale = 90 tonnes --> Régime DC
- 4511 : quantité maximale = 8,216 tonnes --> Régime non classé

L'exploitant déclare en inspection veiller à ce que, par la règle de cumul, ne pas dépasser le seuil SEVESO seuil bas et à ne pas dépasser les 90 tonnes pour la rubrique 4510. La quantité de substances en 4511, varie en fonction de l'activité. L'état des stocks permet à l'inspection des installations classées de constater que la quantité de substances classées en 4511 est inférieure au seuil du régime de la déclaration et que la règle de cumul inscrite au paragraphe 2 de l'article R511-1 du Code de l'Environnement - à savoir que la somme des quotients des quantités sur site pour chaque rubrique par la quantité seuil bas est inférieure à 1 - permet de s'assurer que la quantité stockée sur site n'est pas de manière à ce que le site bascule SEVESO Seuil Bas. La quantité de substances stockée sur le site est donc conforme à sa déclaration.

Pour rappel, afin de rester conforme à sa déclaration, l'exploitant doit rester vigilant quant au respect simultané des règles suivantes :

<ul style="list-style-type: none"> - la quantité de substances classées dans la rubrique 4510 doit être inférieure à 90 tonnes - la quantité de substances classées dans la rubrique 4511 doit rester inférieure à la quantité seuil de la déclaration, à savoir 100 tonnes - la règle de cumul énoncée au paragraphe 2 de l'article R511-1 du Code de l'Environnement doit être inférieure à 1.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant ajoute, dans son état des stocks, l'emplacement des produits stockés. Comme stipulé au point de contrôle n°1, l'exploitant met à jour son plan de stockage, dans un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>